



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Nancy
11 rue de l'Île de Corse
54022 Nancy Cedex

Nancy, le 09/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

REXEL FRANCE

INOVEHA 13 BOULEVARD DU FORT DE VAUX
75017 Paris

Références : 2026_0185
Code AIOT : 0006200095

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement REXEL FRANCE implanté 7 RUE ANDRE AMPERE PARC LOGISTIQUE NANCY NORD 54250 Champigneulle. L'inspection a été annoncée le 06/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce contrôle s'inscrit dans le suivi des actions annuelles de l'inspection des ICPE.

Par arrêté préfectoral signé le 30 avril 2025, la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle met en demeure la société REXEL de respecter des échéances pour la réalisation de travaux de mise en conformité de son entrepôt.

Les échéances relatives aux deux premières phases de travaux sont arrivées à terme, la visite à s'assurer de leur bonne réalisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REXEL FRANCE
- 7 RUE ANDRE AMPERE PARC LOGISTIQUE NANCY NORD 54250 Champigneulle
- Code AIOT : 0006200095
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société REXEL exploite un entrepôt de stockage de matériel électrique et climatique sur le territoire de la commune de Champigneulle.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi des travaux	Autre du 30/04/2025, article 2	Levée d'astreinte
2	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ 1.4	Sans objet
3	Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ 3.5	Sans objet
4	Nettoyage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ 19	Sans objet
5	Suivi des travaux	Autre du 30/04/2025, article 3	Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant et le nouveau propriétaire du site ont mis en œuvre les moyens nécessaires pour respecter les délais prescrits par l'arrêté préfectoral n°2025-0061 du 30 avril 2025.

Il ne reste plus qu'une phase de travaux dont l'échéance a été fixée à quatorze mois à compter du 30 avril 2025 pour pouvoir, le cas échéant, lever définitivement l'astreinte administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi des travaux

Référence réglementaire : Autre du 30/04/2025, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : Montage du nouveau poste 1 : le montant de l'astreinte est de 1 000 (mille) euros par jour. Il est sursis à exécution de l'astreinte pendant 7 (sept) mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Lorsque la mise en conformité est réalisée pendant cette période, aucun

recouvrement ne pourra être opéré. Dans le cas contraire, le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté. L'astreinte peut être liquidée partiellement ou complètement par arrêté préfectoral.
Constats : Le jour du contrôle, l'inspection a pu constater que le montage du poste 1 était réalisé. L'exploitant avait informé l'inspection de la bonne réalisation de ces travaux par courrier du 1er décembre 2025. Le délai des sept mois avait bien été respecté. L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2025-0061 du 30 avril 2025 est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. [...]
Constats :

<p>Le site stocke du matériel électrique et climatique.</p> <p>La gestion du stock est informatisée via un logiciel professionnel. Ainsi, l'exploitant peut connaître l'état du stock à tout moment, même en dehors du site. Les piles et batteries font bien l'objet d'une catégorie spécifique.</p> <p>Cette gestion permet de connaître les quantités de produits présents, en poids et en volume ainsi que leur localisation, que ce soit pour l'ensemble du matériel, ou par famille.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Documents à disposition des services d'incendie et de secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ 3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des dangers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; <p><i>Ces documents sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de cette annexe.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour du contrôle, l'exploitant a présenté son POI (Plan d'Opération Interne) et un plan des locaux présentant les risques particuliers.</p> <p>L'exploitant a précisé que la localisation des produits dangereux avait été déplacée et que cette modification serait intégrée dans la prochaine mise à jour de son POI, réalisée pour le 3ème trimestre 2026 à l'issue des travaux en cours.</p> <p>Lors des constats sur site, l'inspection a pu constater que ce local avait été légèrement déplacé. Sur site il est bien différenciable du reste du stockage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour la fin du 3ème trimestre, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées son POI mis à jour en intégrant les modifications intervenues à l'issue des travaux en cours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Nettoyage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>

Constats : Le jour du contrôle, l'inspection n'a constaté aucun amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le site est régulièrement entretenu; un nettoyage de racks de stockage était d'ailleurs en cours avec les moyens adaptés pour éviter l'envol de poussières. L'exploitant met en place les moyens relatifs au besoin de nettoyage, particulièrement pour le travail en hauteur avec l'intervention de nacelles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi des travaux

Référence réglementaire : Autre du 30/04/2025, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : Montage du nouveau poste 2 : le montant de l'astreinte est de 1 000 (mille) euros par jour. Il est sursis à exécution de l'astreinte pendant 10 (dix) mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Lorsque la mise en conformité est réalisée pendant cette période, aucun recouvrement ne pourra être opéré. Dans le cas contraire, le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté. L'astreinte peut être liquidée partiellement ou complètement par arrêté préfectoral.
Constats : Par courrier du 9 février 2026, l'exploitant a informé l'inspection de l'achèvement du poste 2 en date du 28 janvier 2026. Le jour du contrôle sur site, l'inspection a pu constater les travaux réalisés. L'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2025-0061 du 30 avril 2025 est donc respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte